



LE NOUVEL ESPRIT PUBLIC

Philippe Meyer

ISSN 2608-984X

COMPTE-RENDU ANALYTIQUE DE L'ÉPISODE N°442 (15 FÉVRIER 2026)

IMMOBILISME POST-BUDGET ET JAPON

APRÈS LE VOTE DU BUDGET, L'IMMOBILISME JUSQU'EN 2027 ?

Introduction

Philippe Meyer :

Après plusieurs mois de débats, le budget 2026 a finalement été adopté, le 2 février, par l'Assemblée nationale. Le 7 février, dans un entretien accordé à la presse régionale, le Premier ministre a déclaré vouloir faire taire l'idée d'une année stérile. Il entend avancer, sans rien changer à sa méthode, et sans un regard – assure-t-il – sur la présidentielle. Une façon de tenir l'engagement d'Emmanuel Macron d'une année 2026 « *utile* » et de faire mentir l'ancien chef du gouvernement Edouard Philippe, qui annonçait au début de cette année que « *plus rien de décisif ne se produira[it] dans le pays d'ici à la prochaine élection présidentielle* ».

Refusant d'être taxé d'immobilisme, le Premier ministre a déroulé une série de projets qu'il entend mener à bien au cours de l'année. Prudent, il a décidé de contourner le Parlement et de passer par la voie réglementaire sur deux sujets clivants : la programmation pluriannuelle de l'énergie, et l'aide médicale de l'Etat aux immigrés sans papiers. Parmi ses autres projets, le Premier ministre, promet notamment une mise à jour de la loi de programmation militaire dès avril. Promis à son arrivée à Matignon, le « *grand acte de décentralisation* » va être décliné en « *plusieurs textes* » autour desquels « *la concertation n'est pas terminée* ». Un premier devrait très vite être formalisé et présenté « *avant les municipales* » de mars avec des « *mesures de simplification* ». Le pan le plus important de la réforme, qui vise à confier de nouvelles compétences aux acteurs locaux viendra dans un second temps. De même qu'un troisième texte sur le cas spécifique de

la Métropole du Grand Paris. Une actualisation de la loi d'urgence agricole a été annoncée. Elle ne reprendra pas les dispositions de la très contestée loi Duplomb, précise le Premier ministre. Sébastien Lecornu prévoit en outre un texte pour instaurer une allocation sociale unique, l'atterrissage de la loi sur la fin de vie d'ici à fin 2026, un projet de loi pour réformer le statut de la Nouvelle-Calédonie mais aussi celui de la Corse. Le Premier ministre cherche à associer les partis du « socle commun », très critiques de sa méthode.

Le programme semble ambitieux, car le temps est compté. Il restera sept semaines utiles à l'exécutif pour imposer son ordre du jour à l'Assemblée nationale, entre la reprise fin mars, après les élections municipales, et la fin de la session ordinaire, le 30 juin – le reste du temps étant consacré aux initiatives parlementaires. Le gouvernement pourra compter sur une session extraordinaire qui prolongera sans doute les travaux du Parlement, en juillet, mais il sera compliqué de la poursuivre en septembre, après la trêve estivale, à cause des élections sénatoriales. Et, à l'automne, viendra le temps du budget 2027.

Michaela Wiegel :

On peut dire que la France, où la démocratie représentative traverse une mauvaise passe, vit un moment suspendu. Alors que le Président souhaitait en début d'année une année utile, rien n'indique que les prochains mois permettront de résoudre les problèmes et les défis auxquels le pays est confronté. On peut évoquer un certain soulagement d'avoir vu le budget finalement adopté, avec l'appui des socialistes et le recours aux 49.3, mais faire passer le cœur de la démocratie parlementaire par un contournement reposant sur la question de confiance est-ce réellement rassurant ? Sans pousser la comparaison trop loin, cela rappelle tout de même, par certains aspects, l'agonie de la République de Weimar, lorsque dans ses dernières années on contournait le Parlement en gouvernant par décrets.

Mon second point porte sur une question essentielle pour la compétitivité et l'avenir économique français : la programmation énergétique adoptée cette semaine par décret et non par décision parlementaire. Pour dire quelque chose de positif, le mix énergétique retenu paraît assez intelligent : continuer à miser sur le nucléaire avec six nouvelles centrales prévues, tout en développant davantage les renouvelables — certes en freinant l'éolien terrestre, mais sans renoncer à l'offshore. Mais dès qu'on examine cette programmation, la question du financement apparaît : ces six centrales ne sont pas financées et on ne voit pas comment une majorité pourra se dégager pour le budget 2027. Pour répondre à la question de l'immobilisme, il peut exister des consensus ponctuels — par exemple l'avancée sur l'interdiction des réseaux sociaux aux jeunes — où une majorité a été trouvée, mais sur un sujet qui ne traite qu'une partie d'un problème beaucoup plus vaste.

Sur le reste, notamment sur l'ampleur des dépenses sociales en France — en particulier celles liées aux retraites — je n'attends aucune sortie de l'immobilisme.

Nicolas Baverez :

Je partage pleinement ce qui vient d'être dit. Nous sommes dans un moment où l'histoire accélère brutalement, ce qui nous renvoie d'une certaine manière aux années 30 : montée des périls géopolitiques, États-Unis devenant illibéraux, violence échappant aux cadres que l'on avait tenté de lui imposer. Et, face à cela, nous avons un pays non seulement à l'arrêt, mais en apesanteur.

La politique française s'est installée dans une bulle complètement coupée des réalités géopolitiques, européennes, économiques et sociales. Le budget en est un bon exemple : présenté comme un facteur de stabilité, il ne repose en réalité sur aucune majorité durable pour soutenir le gouvernement. Cette stabilité est donc illusoire, et la situation constitue une catastrophe économique et financière : davantage de taxes, de dépenses et de dettes, avec une dette atteignant 118 % du PIB et promise à devenir insoutenable.

Quant aux initiatives annoncées, elles se heurtent à deux difficultés. D'abord politique, faute de majorité parlementaire, ce qui pousse à contourner par décrets — comme pour la PPE. Ensuite financière et opérationnelle : les projets affichés ne sont pas réalisables. Prenons quelques exemples. La promesse de construire deux millions de logements d'ici 2030 intervient après avoir bloqué la construction pendant des années, au point de provoquer la pire crise du logement depuis les années 1950, avec un niveau de construction comparable à 1952. Or relancer ce marché exige au moins trois ans — délais d'urbanisme, permis, refonte du cadre fiscal et réglementaire — aujourd'hui totalement inadapté. L'objectif affiché est donc irréaliste.

La programmation énergétique relève de la même logique : miser simultanément sur deux systèmes incompatibles, nucléaire et renouvelables. Les renouvelables

impliquent 500 milliards d'euros d'investissement, auxquels s'ajoutent 200 milliards pour adapter les réseaux d'ici 2035, sans que l'on sache d'où viendront ces financements. Les six EPR ne sont pas davantage financés. C'est une fuite en avant budgétaire. Même constat pour l'actualisation de la loi de programmation militaire : on annoncera des montants spectaculaires, avec un budget de défense porté à 100 milliards d'ici 2030, mais ce qui atteindra ce niveau sera surtout le service de la dette dès 2029, pas les dépenses militaires. Ces exemples traduisent un blocage général. Politiquement, le Président n'a jamais été aussi impopulaire — 12 % d'opinions favorables — et aucune majorité ne se dégage à l'Assemblée, ce qui limite la gouvernance par décret. Économiquement, l'activité ralentit : 70.000 faillites, chômage remontant à 8 %. Financièrement, la dette atteint 3.500 milliards et le pays devient dépendant des marchés. Enfin, il n'y a aucun relais européen : la crédibilité de la France et de son chef de l'État s'est érodée, et personne ne viendra l'aider. Les Britanniques parlent d'un « *shadow government* » pour désigner l'opposition ; ici, on a inventé un gouvernement fantôme en exercice, censé diriger le pays mais évoluant dans l'irréalité. Et cela pose un problème majeur.

Akram Belkaïd :

On pourrait employer une formule un peu grandiloquente : pour la France, il est minuit moins le quart. Tout le monde a en tête l'éléphant dans la pièce — l'élection présidentielle de 2027 et la perspective d'une victoire du Rassemblement National. À partir de là, s'installe une forme de blocage, y compris psychologique, chez de nombreux acteurs économiques et politiques. Nous arrivons peut-être au terme d'un cycle entamé en 2002, avec la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour, cycle durant lequel la France a évité de se confronter à ses failles structurelles — économiques, politiques, sociales. Depuis, les présidentielles ont souvent reposé sur un choix par défaut visant à empêcher l'arrivée du Rassemblement National au pouvoir. Aujourd'hui, cette perspective

s'installe, et l'on observe une forme d'acceptation, voire de résignation, au sein de la classe politique ; certains élus vont jusqu'à adresser des offres de service plus ou moins explicites à la force électorale à venir.

Tout cela reste hypothétique, mais il demeure que la situation est étonnante pour un pays qui se revendique parmi les dix premières puissances économiques mondiales et dispose de nombreux atouts. Pourtant, le sentiment dominant est celui d'une période de régression. Ce qui frappe surtout, c'est une certaine désinvolture face à la gravité de la situation : contournement du Parlement, annonces de réformes ambitieuses pour les mois à venir — cela évoque, dans un parallèle certes délicat, ces annonces prolongées de régimes autoritaires promettant des améliorations dont chacun sait qu'elles ne verront pas le jour. Personne ne croit réellement que des dossiers tels que la fin de vie seront réglés avant fin 2026, sauf à contourner encore le Parlement, au risque de susciter des réactions populaires radicales. Donc oui, immobilisme — sauf surprise dans les semaines ou mois à venir. Il y a par exemple l'échéance judiciaire concernant Marine Le Pen en juillet, ou encore ce scandale planétaire dont on parle — l'affaire Epstein — que l'on présente comme marginale pour la France mais qui pourrait produire des retombées électorales et attiser la colère publique. À moins qu'une crise imprévisible ne surgisse, le pays semble figé dans l'attente de 2027, comme s'il restait encore ce fameux quart d'heure de tranquillité.

Marc-Olivier Padis :

La fin du marathon budgétaire a montré une chose : Sébastien Lecornu est à peu près assuré de rester Premier ministre jusqu'à la présidentielle. D'une part parce qu'il bénéficie de la confiance du Président, d'autre part parce que personne ne souhaite une nouvelle dissolution et des législatives d'ici là, dans un calendrier politique désormais extrêmement contraint. Il retrouve donc une marge de manœuvre et affirme ne pas vouloir se limiter à gérer les affaires courantes. La réalité est pourtant qu'il va essentiellement gérer les affaires courantes — ce

qui, dans la situation actuelle, n'est déjà pas si mal. Akram parlait de blocage psychologique ; je ne parlerais pas de désinvolture. Ce qui caractérise le second mandat d'Emmanuel Macron, c'est plutôt une forme de déni de réalité : déni qu'il est difficile de gouverner sans majorité, déni que le Président puisse rester actif jusqu'au dernier quart d'heure, déni d'un Premier ministre pensant pouvoir ouvrir des chantiers sans disposer des capacités politiques nécessaires. Certes, la Vème République accorde de vastes prérogatives à l'exécutif, mais nous restons dans un régime parlementaire : sans majorité, pas de lois. C'est aussi simple que cela.

Je suis d'ailleurs surpris par les chantiers annoncés comme consensuels, alors qu'ils me paraissent profondément clivants. La réforme territoriale — ou la décentralisation — présentée sous l'angle absurde des économies budgétaires : revoir le millefeuille institutionnel peut être souhaitable, mais transférer des dépenses de l'État aux collectivités est comptablement neutre. Le chantier agricole peut être utile, mais certainement pas consensuel. L'allocation sociale unique pourrait dissimuler, sous couvert de simplification administrative, des économies impactant les plus modestes, ce qui la rend contestable. Quant à la Nouvelle-Calédonie, l'action passée de Sébastien Lecornu quand il était ministre des outre-mers n'a pas apaisé la situation ; c'est plutôt Manuel Valls qui a rouvert les voies du dialogue. Je reste donc sceptique quant à la possibilité de bâtir un consensus sur ces sujets.

D'autant que d'autres dossiers essentiels restent négligés. D'abord, les états généraux de l'information — à l'ère des réseaux sociaux et de l'intelligence artificielle — sur les risques pesant sur la qualité de l'information et ses conséquences civiques : le sujet est complètement passé sous les radars. Ensuite, la proposition transpartisane de réforme du mode de scrutin : maintenir le majoritaire conduit dans le mur ; dans les circonstances actuelles, une proportionnelle favoriserait la formation de coalitions. Je ne dis pas qu'elle soit idéale en toute situation, mais je parie qu'après 2027, quelle que soit l'issue

présidentielle, l'Assemblée restera fragmentée. La proportionnelle préparerait les esprits au compromis.

Enfin, la question centrale demeure celle de la dette et du déficit. Le budget 2027 sera extrêmement difficile. Lorsque le ministre de l'Économie, Roland Lescure, affirme qu'un déficit à 5 % sera respecté comme s'il s'agissait d'un acquis, c'est déjà préoccupant. L'endettement continuera de croître jusqu'en 2027. Le véritable rendez-vous aura alors lieu : comment éviter l'emballement de la dette ? C'est là que commenceront les choses sérieuses.

Philippe Meyer :

Les débats à l'Assemblée nationale ont toujours comporté des échanges vifs, parfois ponctués d'insultes très graves — parfois plus encore que celles que l'on entend aujourd'hui. Mais ce qui les distinguait, c'était la présence d'humour. Je me souviens ainsi qu'à propos d'un gouvernement Pleven, un député avait lancé : « *ah ah, l'immobilisme est en marche !* », et qu'un autre avait aussitôt répliqué : « *et il ne s'arrêtera pas !* ». Il semble que nous en sommes là.

Michaela Wiegel :

Je voudrais ajouter à l'idée — très convaincante — de Marc-Olivier Padis du déni de réalité un point qui agace actuellement beaucoup le gouvernement allemand : cette impression de fuite en avant. Je pense notamment à l'appel renouvelé du Président Macron en faveur d'eurobonds, c'est-à-dire d'un endettement commun, alors même qu'il n'existe aucune perspective crédible d'assainissement des finances publiques françaises. Cela abîme la relation franco-allemande, pourtant essentielle à la dynamique européenne. J'ai d'abord regardé avec scepticisme le rapprochement germano-italien, mais il me semble désormais relever d'une forme de désespoir : le chancelier Merz a constaté que, sur des dossiers essentiels comme le Mercosur, il ne pouvait compter sur le Président Macron — non pas qu'il attendît de lui qu'il retourne son opinion publique, mais qu'il ne se

pose pas en porte-parole d'un front de refus. Cela a véritablement fragilisé la relation.

On peut en tirer une conclusion : tant que les fondamentaux — au premier rang desquels la situation financière française — ne seront pas assainis, la coopération européenne restera problématique. Et il est frappant d'entendre le Président évoquer les cures menées par l'Espagne, le Portugal ou la Grèce, alors que la France semble, dans sa bulle, considérer qu'elle n'a pas besoin d'entreprendre elle-même un tel effort pour retrouver un budget soutenable.

Nicolas Baverez :

Pour prolonger ce qui a été dit, deux points. D'abord, la situation actuelle de la France est profondément paradoxale. Le changement du monde aurait dû lui être favorable : ses fondamentaux n'étaient pas naturellement adaptés à la mondialisation, mais ce cycle est terminé. Le retour de la souveraineté, de la sécurité, de la logique impériale est un univers où elle devrait être plus à l'aise. De même, la Vème République n'est pas un régime libéral, mais un régime conçu pour restaurer la puissance de l'État et affronter les crises — précisément le contexte actuel.

Or tout cela a été dévasté par Emmanuel Macron. Le bilan est sévère : effondrement démographique, économie à l'arrêt, paupérisation croissante, incapacité à moderniser l'armée faute de moyens, dégradation de la sécurité. Et, fait inédit depuis 1950, l'Europe se construit désormais sans la France.

Ensuite, cela éclaire ce qu'il faudrait faire — et renvoie à 1958 : reconstituer les moyens de puissance avant de prétendre peser en Europe ou dans le monde. À l'époque, il y avait la guerre d'Algérie, des institutions dysfonctionnelles, une économie déséquilibrée par l'inflation et la dette. Le général de Gaulle ne mène une politique européenne et mondiale qu'après 1962, une fois de nouvelles institutions en place, une orientation économique redéfinie et l'indépendance de l'Algérie acquise. Tant que ce fardeau subsistait, la France était inaudible. Nous

en sommes revenus à ce point. À l'horizon 2027, il ne faut pas se tromper de priorité : l'enjeu central est de remettre la France debout. Alors seulement elle pourra de nouveau peser en Europe et s'adresser au reste du monde, aux puissances émergentes comme aux empires.

Akram Belkaïd :

Au-delà des difficultés politiques et des orientations économiques discutables des vingt ou trente dernières années, la France a commis, à mes yeux, une erreur stratégique majeure : avoir négligé le bassin sud de la Méditerranée — j'inclus le Sahel. Autrement dit, ne pas avoir pensé une géopolitique française au sens strict.

Après la chute du mur, l'Allemagne s'est empressée de se construire, si l'on veut, une sorte de « Chine » à l'est : relais de croissance, gains de productivité, intégration avec les nouveaux membres ou futurs membres de l'Union européenne. La France, pour diverses raisons, n'a pas élaboré de stratégie comparable de partenariat économique dynamique ; elle est restée tiède, et cela se paie aujourd'hui.

On le voit en observant l'Italie, dont on parlait tout à l'heure : elle a compris l'importance de la géographie. La Méditerranée sépare, certes, mais elle rapproche aussi. Giorgia Meloni est très présente au Maghreb — pour les questions migratoires, mais aussi pour l'énergie, l'immigration qualifiée, les partenariats économiques. Elle a conclu des accords, notamment avec l'Algérie, où elle est reçue favorablement — non parce que ce pays chercherait seulement à contrarier la France, mais parce qu'il s'agit d'un partenariat réel. Il faudra un jour s'arrêter sur cette erreur stratégique commise au milieu des années 2000 : s'être contenté de suivre, avec réticence, le processus de Barcelone et la politique de voisinage de l'Union européenne, alors que la France, par son histoire et ses réseaux, disposait d'une carte originale à jouer dans cet espace.

QUEL SERA LE JAPON DE SANAE TAKAICHI ?

Introduction

Philippe Meyer :

Devenue en octobre la première femme à diriger le Japon, mais à la tête d'une coalition gouvernementale fragile, Sanae Takaichi présidente du Parti libéral démocrate (PLD) a convoqué de nouvelles élections à la chambre basse et récolté 316 sièges (sur 465). Sa victoire consolide les positions les plus conservatrices au Japon : rhétorique nationaliste, ligne dure sur l'immigration, insistance sur les valeurs familiales traditionnelles. Désormais sans véritable opposition, Sanae Takaichi entend mener des réformes très clivantes, notamment dans les domaines de l'économie et de la défense, avec une modification de la Constitution pour en gommer le pacifisme.

La priorité de Mme Takaichi sera de faire adopter le projet de budget pour l'exercice qui commence en avril. Le texte, dont le volet dépenses atteint un niveau record de 658 milliards d'euros, prévoit des mesures de lutte contre la hausse des prix et la stagnation des salaires. Lors de sa campagne, Sanae Takaichi s'est engagée à suspendre pendant deux ans la taxe sur la consommation des produits alimentaires qui s'élève à 8%. Cette mesure est destinée à améliorer le pouvoir d'achat des Japonais qui s'érode face à une inflation de retour depuis 2022 (2,1% sur un an en décembre).

Fin décembre dernier, le gouvernement japonais a approuvé un budget de défense record de 48 milliards d'euros pour 2026, se rapprochant de l'objectif de 2 % du PIB. D'ici la fin de cette année, Mme Takaichi entend réviser les politiques de sécurité afin de renforcer les capacités militaires du Japon, voire de lever l'embargo sur les exportations d'armes létales. Le projet de loi contre

l'espionnage, possiblement liberticide, est aussi au programme, tout comme la criminalisation de la profanation du drapeau nippon. Elle pourrait également relancer le projet de révision de la Constitution, dont la tonalité pacifiste déplaît à son camp.

Cependant, la situation de la dette publique japonaise pose de nombreuses questions. L'endettement du pays dépasse les 230% du PIB, le taux le plus élevé parmi les économies développées. Relancer la croissance économique sans alourdir la dette du pays : c'est l'équilibre que doit trouver Sanae Takaichi.

En politique intérieure, la cheffe de gouvernement souhaite durcir la politique migratoire en imposant des conditions plus strictes aux acquéreurs étrangers de biens immobiliers et en plafonnant le nombre de résidents étrangers.

Sur le plan international, Sanae Takaichi a provoqué l'irritation de Pékin fin 2025 en laissant entendre que Tokyo pourrait répondre militairement si la Chine attaquait Taïwan. Un ton inhabituel qui a irrité jusque dans son camp.

Donald Trump, qui la soutient, s'est déjà rendu au Japon en octobre. Il a déclaré que Sanae Takaichi se rendrait à la Maison-Blanche le 19 mars.

Akram Belkaïd :

Ce tour de force électoral de Mme Takahashi peut s'aborder de plusieurs manières. On peut d'abord réfléchir à la vie politique japonaise elle-même, marquée par la domination du Parti libéral-démocrate depuis sa création — au pouvoir quasiment sans interruption, à l'exception de six années. Certains observateurs parlent même d'un quasi parti unique tant son empreinte institutionnelle est forte. Il faut toutefois rappeler qu'il s'agit d'une formation traversée par de nombreux courants, tendances et clans. Mme Takaichi s'est imposée en reprenant les slogans de la faction la plus dure, apparue avec l'ancien Premier ministre Abe, qui fut en quelque sorte son parrain politique, avec une rhétorique visant à remettre en cause l'ordre hérité de la défaite de 1945. C'est là le second point : son émergence symbolise un Japon qui, depuis les années 1990, cherche progressivement à réviser l'ordre issu de l'après-guerre et de l'influence américaine. On l'a vu avec les visites de chefs de gouvernement au sanctuaire de Yasukuni (où sont conservés les restes des criminels de guerre) qui irritent profondément la Chine et la Corée — avec l'envoi de forces japonaises à l'étranger dans des missions de maintien de la paix depuis 1995, ou encore aujourd'hui avec les discussions sur l'abrogation de l'article 9 de la Constitution renonçant pour toujours à la guerre. Le réarmement japonais s'inscrit dans cette dynamique et illustre plus largement la remise en cause de l'ordre international construit après la Seconde Guerre mondiale.

La question régionale centrale porte désormais sur la portée du discours plus ou moins belliqueux de Mme Takaichi envers la Chine, notamment après ses propos sur Taïwan. Pékin a très mal réagi : manœuvres militaires fin décembre simulant un encerclement de l'île et demandes d'excuses ou de rétractation. Nous assistons donc à une montée des tensions sérieuse entre la Chine et le Japon.

Quant au soutien de Donald Trump, il est réel sur le plan politique, mais beaucoup plus prudent concernant la Chine. La Maison-Blanche a adopté une ligne mesurée, rappelant implicitement que le Japon reste un allié — voire un vassal — et que l’initiative d’une confrontation stratégique avec Pékin ne relève pas de Tokyo. Ce message a été compris par de nombreux cadres du PLD, ce qui explique certaines réticences internes face à la ligne dure actuelle.

Marc-Olivier Padis :

Un mot d’abord sur la Première ministre elle-même : un personnage haut en couleur, passé par des groupes de heavy metal, ce qui tranche avec la grisaille habituelle du personnel politique japonais. Elle évoque, sous certains aspects, Giorgia Meloni — femme de pouvoir sans être féministe, figure déroutante à la manière de Margaret Thatcher. Mais il ne s’agit pas simplement d’une rhétorique nationaliste : c’est la dimension géopolitique qui est centrale.

Deux lectures sont possibles. Soit l’on considère que l’impulsion chinoise vis-à-vis de Taïwan est inéluctable et que la région se prépare à un conflit ; soit l’on estime que les ambitions de Pékin peuvent être contenues et que le statu quo perdurera. Si l’on retient la première hypothèse — partagée par de nombreux experts militaires, notamment à Washington —, alors la perspective stratégique est celle d’un affrontement et l’ensemble des positionnements s’organise en conséquence. La Première ministre japonaise s’inscrit clairement dans cette logique : son affirmation qu’un encerclement de Taïwan constituerait un risque vital pour le Japon n’est pas qu’un discours de campagne, mais une préparation à ce scénario. Cela contribue d’ailleurs à sa forte popularité — autour de 70 % — ce qui est notable.

Dans ce contexte, la Chine a pris des mesures de rétorsion, notamment sur l’exportation de matériaux critiques. La réponse japonaise passe par une hausse des crédits militaires et la sécurisation des chaînes d’approvisionnement stratégiques. La proximité avec les États-Unis est déterminante, mais aussi avec

l'ensemble du dispositif du Quad (Australie, Inde, Japon, États-Unis). Le Japon dispose de capacités antimissiles importantes, d'une puissance maritime significative et s'inscrit dans une stratégie visant à limiter l'accès de la Chine aux océans, tout en réduisant ses dépendances économiques critiques — microprocesseurs, minéraux raffinés, batteries. Si l'on suit cette perspective, chacun se prépare à un conflit potentiel, ce qui tranche radicalement avec le pacifisme d'après 1945.

Si l'on retient l'autre hypothèse — celle d'une guerre évitable —, un autre défi domine : la démographie. Le Japon perd environ un million d'habitants par an et la tendance est structurelle ; d'ici 2050, la contraction se poursuivra. Cela crée un déficit de main-d'œuvre active. Dans ce cadre, la rhétorique restrictive sur l'immigration paraît paradoxale : les étrangers représentent seulement 3 % de la population — environ 3,5 à 4 millions de personnes — et occupent souvent des postes essentiels dans l'industrie, le bâtiment, l'agriculture, le soin ou les études. On voit mal comment le Japon peut sortir de cet étau entre déclin démographique et refus de l'immigration.

Michaela Wiegel :

D'abord, il est remarquable que le Japon — pays à la démographie vieillissante et au conservatisme social marqué — ait pour la première fois une femme à sa tête. Et que celle-ci revendique comme modèle Margaret Thatcher. On pourrait y voir un phénomène global : Marc-Olivier évoquait Giorgia Meloni, on peut aussi regarder vers l'Argentine — les figures populistes ont le vent en poupe et n'en rejettent pas forcément l'étiquette.

Ce qui me frappe surtout, c'est le parallèle géopolitique entre le Japon et l'Allemagne. Deux puissances vaincues en 1945, contraintes à un pacifisme de raison et fortement dépendantes des États-Unis — arrangement qui a plutôt bien fonctionné. Mais le Japon semble aujourd'hui aller plus loin que l'Allemagne dans sa volonté d'émancipation stratégique, et la nouvelle Première ministre incarne

ce mouvement. L'Allemagne, malgré la guerre sur le continent européen — l'agression russe contre l'Ukraine — reste prudente : les missiles Taurus n'ont toujours pas été livrés, en dépit des promesses de campagne du chancelier Merz, et le pays demeure dans un entre-deux vis-à-vis de Washington. Nous parlons d'autonomie stratégique, mais dans les faits nous restons très dépendants. Le Japon, lui, adopte désormais un discours plus affirmé, presque guerrier à l'égard de la Chine — ce que les Allemands n'ont jamais osé face à la Russie — tout en renforçant son alliance avec les États-Unis.

L'OTAN a d'ailleurs ouvert un bureau de liaison à Tokyo à la demande japonaise. Au-delà du Quad, il existe une volonté de s'arrimer davantage à l'alliance militaire occidentale, alors même que celle-ci traverse des tensions. La question centrale reste cependant financière : avec une dette publique avoisinant 237 % du PIB, peut-on engager une stratégie de réarmement d'ampleur ? L'Allemagne le fait avec un endettement bien plus faible au départ. Au fond, la question déterminante est de savoir si le Japon peut devenir une puissance militaire autonome — et cela influencera fortement la manière dont les États-Unis géreront leur rivalité stratégique avec la Chine.

Nicolas Baverez :

Il faut rappeler le caractère exceptionnel de la victoire électorale de Mme Takaichi. Depuis sa création dans les années 1950, le PLD n'avait jamais obtenu un tel nombre de sièges : plus de 300 députés, soit une majorité des deux tiers, permettant de passer outre une éventuelle opposition de la Chambre haute. Et cela n'allait pas de soi : deux ans plus tôt, le parti avait subi un revers majeur, perdant la majorité dans les deux chambres, ce qui avait entraîné la démission du Premier ministre Ishiba, très impopulaire. C'est dans ce contexte que Mme Takaichi a été choisie — initialement comme figure de transition, presque par défaut.

La réalité est tout autre : elle a pris le risque d'une dissolution contre l'avis des

barons du parti et remporté la victoire. C'est donc une victoire éminemment personnelle. Et qui intervient à un moment charnière pour le Japon : contexte géopolitique tendu en Asie avec l'expansionnisme chinois et la volonté de repousser l'influence américaine dans le Pacifique, tandis que le Japon lui-même reste un pays bloqué — stagflation depuis l'éclatement de la bulle immobilière des années 1990, déclin économique, et passage de la quatrième à la cinquième place mondiale au profit de l'Inde.

Ses réponses posent cependant question. Face à une perte démographique d'un million d'habitants par an, refuser l'immigration et limiter le tourisme est discutable. Relancer la croissance par la dépense publique prolonge une stratégie pratiquée depuis trente ans avec des résultats mitigés. Réduire la taxe sur la consommation alors que la dette atteint 237 % du PIB comporte des risques. Enfin, fonder la stratégie face à la Chine sur un renforcement de l'alliance avec les États-Unis — et leur imprévisibilité — est un pari incertain. Ce qui est frappant, c'est qu'elle a remis en mouvement un pays que l'on croyait figé. La comparaison avec Giorgia Meloni se comprend : fermeté sur sécurité et immigration, orientation pro-business, volonté d'être un pont — pour Meloni entre États-Unis et Europe, pour Takaichi entre Washington et les alliés asiatiques. Mais après ce succès politique, vient l'épreuve décisive : produire des résultats — ce que la classe politique japonaise peine à faire depuis des décennies.

Akram Belkaïd :

Il existe au Japon un concept, le Nichibei, qui renvoie à ce paradoxe selon lequel la population japonaise a basculé, dès le début des années 1950, dans une attitude favorable aux États-Unis, malgré les bombardements atomiques et la défaite de 1945. Ce sentiment a structuré durablement la vie politique japonaise et donné au PLD une cohérence stratégique autour de l'alliance américaine. Mais le Japon est aussi traversé par d'autres courants — on pense aux uchronies qui interrogent ce qu'aurait été le monde si le Japon avait gagné la guerre — et ces

sensibilités existent également au sein du PLD. Aujourd'hui, elles sont minoritaires face à Mme Takaichi, qui a clairement choisi la confrontation avec la Chine. Pourtant, un courant interne souligne que la Chine demeure la puissance de proximité en Asie et que le Japon pourrait perdre beaucoup à se laisser entraîner par les États-Unis dans une confrontation militaire.

Cela signifie que la Première ministre n'a pas droit à l'erreur. Prenons l'exemple de son discours sur les touristes : derrière les allusions répétées, il faut voir que les visiteurs visés sont en grande partie chinois — environ 800.000 par an, contre quelque 30.000 Français. Ce sont des clients essentiels pour l'économie touristique et les services ; s'attaquer à eux suscite des inquiétudes économiques et des réactions internes.

Ainsi, même sans opposition ouverte, des tensions pourraient apparaître au sein du PLD. Les critiques relevées dans la presse japonaise sur certaines approximations de politique étrangère montrent qu'elle devra probablement ajuster sa ligne, recentrer son discours et tenir compte des réalités géopolitiques régionales.